

Les défis de l'enseignement du journalisme au Brésil

Rosa Maria Cardoso Dalla Costa, journaliste et université fédérale du Paraná, Brésil

Ce voyage au Brésil est, pourrait-on dire, édifiant ! Médias tenus par quelques familles, oligarchie aidant, formations publiques laissées à l'abandon au profit de l'enseignement privé, image « glamour » du journaliste qui n'a rien à voir avec droiture morale et dénonciation des injustices sociales... Ce tableau sonne étrangement dans la vieille France républicaine, mais donne une très bonne idée de ce à quoi pourrait ressembler la formation des journalistes en Europe si se poursuit la grande marche vers le libéralisme. Ce texte analyse la formation des journalistes au Brésil, en considérant ses aspects historiques, économiques, politiques et sociaux. Dans un paysage médiatique aux origines « oligarchiques », face à la privatisation de l'enseignement supérieur, ce bilan n'est pas très optimiste.

L'enseignement supérieur brésilien et les médias

Les données du recensement d'éducation supérieure de 2005 indiquent que l'enseignement de la communication est au cinquième rang avec un total de 197 068 inscriptions dans tout le Brésil. Pour en avoir une idée, il suffit de comparer au nombre d'inscriptions dans d'autres secteurs comme la médecine qui, la même année, recueillait 68 750 inscriptions et celui de philosophie 19 078. Ces données chiffrées montrent les énormes changements qui ont eu lieu dans l'enseignement supérieur brésilien ces quatre dernières décennies et, en particulier, confirment les changements produits dans le domaine de la communication, qui englobe plusieurs orientations, parmi lesquelles celle de journalisme. Le principal changement réside dans l'augmentation du nombre d'établissements privés de l'enseignement supérieur, qui peuvent se montrer plus exigeants face à l'affluence des candidatures, sans toutefois s'intéresser aux réelles nécessités du marché professionnel. Si, d'un côté, l'enseignement supérieur ouvre ses portes aux jeunes intéressés par les métiers des médias, de l'autre, les entreprises vivent une période inédite de crise financière (le taux d'abonnements des vingt-deux principaux journaux de la presse écrite a baissé de 12 % au premier semestre de

2002). Le résultat de cette situation est le chômage et la fermeture des postes de travail. Historiquement, c'est avec l'arrivée de la famille royale portugaise à Rio de Janeiro en 1808 que la presse a commencé à être diffusée. Les principaux journaux ont toujours été dans les mains de quelques groupes liés aux oligarchies régionales et nationales. Ce modèle centralisateur a été perpétué par les entreprises de radio dès les années vingt et par la télévision, à partir de 1951, à travers l'initiative d'Assis Chateaubriand ¹. Dès lors, l'industrie culturelle brésilienne s'est fait remarquer, dans le contexte national, par son caractère monopoliste, centralisateur et proche du pouvoir. En analysant les grandes entreprises de communication d'aujourd'hui, Capparelli et Lima (2004, p. 23) affirment que, avec la globalisation, certaines des plus grandes entreprises mondiales du secteur sont présentes au Brésil. Seulement trois des dix plus grandes agences de publicité du pays étaient, en 2001, réellement brésiennes. Les sept autres agences sont étrangères et appartiennent à trois holdings internationaux. Mais le Brésil, comme l'indiquent les auteurs ci-dessus, a certaines particularités en ce qui concerne le processus de globalisation des communications, qui sont : la propriété familiale des entreprises de radio, de télévision et de presse, l'attachement de la radiodiffusion aux élites

Les défis de l'enseignement du journalisme au Brésil

Rosa Maria Cardoso Dalla Costa

politiques régionales et locales, l'importante présence des églises – surtout dans la radiodiffusion – et, finalement, la permanente exclusion de certains secteurs sociaux (Capparelli et Lima, 2004, p. 27).

Selon Nizzi (1995) environ 90 % des médias brésiliens étaient contrôlés par seulement quinze groupes familiaux. De plus, ils sont concentrés dans peu de mains, « *un quart des concessions commerciales de télévision au Brésil sont dans les mains des hommes politiques* ». Selon la journaliste Elvira Lobato (Capparelli et Lima, 2004, p. 31) cela signifie que au moins soixante des deux cent cinquante concessions de TV commerciales en activité dans le pays appartiennent à des hommes politiques.

Cette concentration de la propriété se présente sous plusieurs formes. La télévision retient la grande majorité de l'investissement publicitaire, sachant que Rede Globo de Télévision, la plus grande, et ses filiales concentrent 78 % de ces investissements. Capparelli et Lima expliquent ainsi qu'il existe une concentration verticale, à travers laquelle un seul groupe crée et contrôle l'intégralité des différentes étapes de la chaîne de production et de distribution. La Rede Globo de télévision qui, par exemple, possède cent quatorze filiales (propres, associées ou affiliées), touche 98 % des villes brésiliennes, recueille 55 % de l'audience nationale et 78 % des investissements publicitaires. Le SBT (Système Brésilien de Télévision), second plus grand réseau de télévision du pays, a cent quatorze filiales, est reçu dans 89 % des villes, obtient 24 % de l'audience. Le troisième plus grand réseau brésilien atteint, en outre, un nombre moindre de villes (60 %) et ne retient que 5 % de l'audience (Capparelli et Lima, 2004, p. 46).

Il y a encore ce que Capparelli et Lima appellent le monopole croisé : une même entreprise contrôle plusieurs moyens de communications. Le meilleur exemple est celui des Organisations Globo qui concentrent des systèmes régionaux de communication dans aux moins deux domaines principaux : un canal de télévision, largement majoritaire, et deux journaux quotidiens dont l'un, lié à la TV de plus grande audience est toujours, parallèlement, soudé à un réseau de filiales de radio AM et FM. Ces journaux régionaux, à leur tour, sont nourris par des reportages du journal *O Globo* et par son agence de presse. Évidemment cette

association permet de faire baisser le recrutement de professionnels.

C'est dans cette réalité économique et politique que s'insère la formation professionnelle des journalistes au Brésil, objet de ce texte. Face à toutes ces caractéristiques des médias, ajoutons celles des intérêts privés des institutions d'enseignement, le manque de clarté dans les politiques publiques, l'inégalité d'accès à l'éducation et aux informations, qui éloignent une grande partie de la population de la discussion sur la démocratisation, la qualité des moyens d'information et la formation des journalistes.

L'histoire de la formation des journalistes au Brésil

L'histoire de la formation des journalistes au Brésil est marquée par un conflit d'intérêts entre quelques groupes de l'élite brésilienne et celui des pouvoirs politiques et économiques. C'est un groupe de professionnels qui au premier congrès brésilien de journalistes, a réfléchi sur la formation universitaire dans le secteur du journalisme. Réalisé en 1918, ce congrès a conduit à la fondation de l'Association brésilienne de presse (ABI). Un décret-loi de 1943², signé par Getúlio Vargas établit officiellement le *Cours de Journalisme* obligatoire dans le système d'enseignement supérieur. Mais, c'est seulement en 1947 qu'ont été créés les premiers enseignements de journalisme, dont ceux de São Paulo à la Fondation Cásper Líbero et ceux de Rio de Janeiro, à la faculté nationale de philosophie de l'université du Brésil (aujourd'hui université fédérale de Rio de Janeiro). Selon Meditsch (Kunsch, 2007, p. 128) : « *Les directives pour ces premiers cours ont été définies par le ministère de l'Éducation avec la collaboration de l'Association brésilienne de presse, en 1946, année où a été créée la Fédération nationale des journalistes (FENAJ).* »

Jusqu'au milieu des années soixante, la formation des journalistes, donnée majoritairement dans les filières de philosophie ou de lettres des institutions publiques, étaient fortement marquées par les référentiels théoriques de ces disciplines. En même temps, ce début de formation de niveau supérieur se produit au moment où le Brésil commence à s'insérer dans le processus d'internationalisation de l'économie à travers l'incitation à l'industrialisation et la création d'un marché consommateur.

Il a été nécessaire d'établir une réglementation applicable aux nouveaux moyens de communication et, en conséquence, donner une base légale à la profession. Le décret-loi du 17 octobre 1969 légifère sur l'exercice du journalisme et prévoit l'obtention, par le journaliste, du diplôme supérieur de journalisme, reconnu et enregistré. Mais le même décret prévoit aussi (article 12) le « provisionnement », c'est-à-dire, une licence temporaire pour l'exercice professionnel pour ceux qui n'ont pas le diplôme³.

La forte présence des moyens de communication de masse au Brésil et dans toute l'Amérique latine, surtout à partir des années soixante avec la popularisation de la télévision, n'est pas accompagnée par une politique de formation appropriée aux nouvelles exigences. Au contraire, les cours de communication commencent à proliférer dans tout le pays, davantage pour satisfaire l'exigence commerciale créée par l'attraction exercée par la télévision et non pas pour résoudre les problèmes de la formation nécessaire de professionnels réellement capables d'agir dans un marché aussi hautement sophistiqué et complexe que la communication. À partir des années quatre-vingt-dix, se produit une véritable explosion de la demande de cours de communication, en particulier dans les institutions privées d'enseignement supérieur. En ce qui concerne la qualification de journaliste, les données de l'Inep (organe d'information lié au ministère de l'Éducation) relevaient l'existence de deux cent soixante cours en 2000 et quatre cent quarante-trois en 2003, constituant une augmentation de 70 % durant d'une période de quatre ans. Parmi ces quatre cent quarante-trois cours, soixante-quatorze étaient dispensés par des institutions publiques et trois cent soixante-neuf par des institutions privées, en suivant le processus de privatisation de l'enseignement supérieur vécu intensément par tous les secteurs de formation universitaire au Brésil.

Malgré l'accroissement de l'offre de cours de 3^e cycle en communication⁴, en fonction de tous les changements ci-dessus indiqués, la formation de professeurs pour l'enseignement supérieur de journalisme⁵ continue à être un des défis majeurs dans le processus particulier du Brésil.

Insatisfaction dans le marché
Les changements dans le marché du travail dans les domaines de l'information et de la communication survenus

à partir des années quatre-vingt-dix sont complexes. D'une part, il y a une diminution de l'offre de travail en fonction d'une série d'adéquations au modèle économique efficace, comme dans toutes les sociétés de communication. D'autre part, il y a une plus grande professionnalisation du secteur, avec l'offre de cours de différents niveaux et de spécialisation, pour mieux former les professionnels. Dans une recherche réalisée en 2002 auprès d'élèves sortis des cours de journalisme de Curitiba (région sud du pays), Melech indique qu'il y a une insatisfaction généralisée concernant la formation qu'ils ont reçue à l'école. Les professionnels interviewés affirment quant à eux que l'un des principaux manques est la formation intellectuelle et l'absence de culture générale. Aucun des professionnels interviewés ne considère comme excellente la formation reçue au cours supérieur : seuls 12 % considèrent cette formation comme bonne pour exercer la profession de journaliste. Oliveira Filha (2006) a aussi vérifié, lors de ses entretiens, l'insuffisance dans la formation des élèves en communication : « *Les écoles de communication fournissent peu de formation théorique. Les étudiants manquent de connaissances en histoire, en sociologie, en théorie de la communication pour penser la profession, ses coutumes, ses pouvoirs. C'est une formation très technique. Nous sommes experts en tout et en même temps. Nous devrions être une des professions la mieux formée en sciences humaines, et c'est exactement le contraire* » (p. 125).

Pour le directeur de l'information de la télévision *Band News* de Curitiba et qui a aussi été enseignant, la question de la formation des professionnels est plus complexe : « *Nous sommes devant une génération différente, qui pense différemment et qui a une relation différente avec le monde où elle vit.* »

Selon lui, les jeunes professionnels sont davantage éloignés des codes sociaux et connaissent des raccourcis technologiques qui, d'un côté, facilitent l'exercice professionnel et, de l'autre, rendent difficile la réflexion sur les usages exigée par l'activité journalistique. « *Les jeunes sont plus informels et pratiques. Ils ont une langue contaminée par la technologie et ce n'est pas une question qui se limite à la formation universitaire et à la qualité de l'enseignement supérieur. C'est plus général.* »

Les défis de l'enseignement du journalisme au Brésil

Rosa Maria Cardoso Dalla Costa

Concernant le marché du travail, il y a une confusion provoquée par les nouvelles technologies : « *Les patrons de presse ont la sensation que la communication est en peu partout et hésitent à recruter de nouveaux professionnels.* » Il y a un gros volume d'informations, mais elles n'ont pas, pour autant, la qualité requise.

La recherche de la qualité dans l'enseignement du journalisme

Marques de Melo indique que les entreprises de communication résistent à la loi qui exige l'obtention du diplôme d'enseignement supérieur en communication pour l'exercice professionnel du journalisme, « *ce qui a fait qu'au début de la décennie quatre-vingts était créé l'Endecom – Mouvement de Soutien des Cours de Communication –, réunissant la communauté académique et professionnelle, pour éviter la déstabilisation des cours existants* » (Moura, in : Kunsch, 2007, p. 44).

« *La décennie quatre-vingts souffre d'une crise d'identité des cours de communication, motivée par une critique forte de la formation en information et communication qui va jusqu'à envisager la suppression des formations* » (Moura, in : Kunsch, 2007, p. 45).

Une telle mobilisation et de telles insatisfactions ont fait que le MEC (Ministère de l'Éducation et de la Culture) a créé une commission de spécialistes en communication, pour « radiographier » les conditions de l'enseignement du secteur et tracer une proposition d'amélioration de sa qualité. Les résultats, selon Marques de Melo (Kunsch, 2007, p. 36), ont servi à orienter l'action du gouvernement qui, par un avis et une résolution, a fixé le curriculum minimal pour la formation de professionnels en communication. Selon Meditisch (Kunsch, 2007, p. 130) « *beaucoup de normes de qualité établies historiquement par le secteur du journalisme pour la formation universitaire spécifique le doivent au curriculum minimal de 1984. [...] Ce curriculum augmente la durée des cours de trois à quatre ans et établit un minimum de 2 700 heures/leçon. Il prévoit que 50 % de l'horaire doit être dévolu à la qualification spécifique et renforce l'obligation d'installations et laboratoires, avec toutes les spécifications, pour donner des supports aux leçons de*

techniques, de rédaction, de radio, de télévision, de graphique. Il prévoit l'obligation d'un journal-laboratoire mensuel, leçons de Portugais ou rédaction technique pendant sept semestres, résumés détaillés pour toutes les matières et aussi l'emploi de journalistes enregistrés et ayant une expérience professionnelle préalable de trois ans minimum pour donner les cours techniques. »

Le changement dans la législation, associé aux changements dans le programme de l'enseignement supérieur, a fait que plusieurs associations se sont mobilisées et ont créé des forums de discussion et de défense de la qualité de l'enseignement supérieur dans le secteur de la communication dans son ensemble et/ou spécifiquement dans le secteur du journalisme. De cette discussion résulte, en 1997, l'organisation par la FENAJ d'un congrès national des journalistes ayant pour finalité d'approuver un programme national de stimulation à la qualité de la formation professionnelle des journalistes.

Deux ans auparavant, durant le congrès annuel de l'Intercom (Société Brésilienne d'Études Interdisciplinaires de Communication), a été soulevée la proposition de réunir les enseignants de journalisme pour discuter de la qualification des journalistes qui aboutit, en 1995, pendant le congrès de l'Intercom, au premier congrès national d'enseignants de journalisme. Au cours de l'année suivante, ce groupe d'enseignants a officialisé la création du forum national d'enseignants de journalisme qui, depuis lors organise un congrès national annuel et également des congrès annuels régionaux d'enseignants du secteur⁶.

Dans le secteur scientifique, « Compós » – Association Nationale des Programmes de Maîtrise et Doctorat – créé en 1991, présente une proposition de directives disciplinaires en visant l'amélioration de la qualité des cours sur la communication. Intercom organise en 2006, à l'université de São Paulo (USP), le premier forum Endecom – Forum National de Défense de la Qualité d'Enseignement en Communication –, qui réunit des enseignants, des chercheurs, des journalistes, des directions syndicales et professionnelles et des représentants de sociétés publiques et privées. Il en résulte la publication du livre : *L'enseignement de la communication. Qualité de la formation académique et professionnelle*.

Les associations mentionnées englobent dans leurs luttes les points fondamentaux pour la qualité de l'enseignement supérieur de journalisme : la qualification des enseignants, la défense du diplôme et de la formation spécifique à un niveau supérieur pour le secteur et la nécessité de développer et améliorer la recherche scientifique. Parallèlement à ce mouvement, le ministère de l'Éducation et de la culture a aussi développé des actions tournées vers l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, qui se sont répercutées dans la formation des journalistes.

Le système d'évaluation institutionnelle

Après avoir favorisé, grâce à leurs politiques publiques, la prolifération des enseignements supérieurs dans des institutions privées, le gouvernement a commencé à organiser des formes d'évaluation de l'enseignement supérieur. La première d'entre elles a été la création de l'examen national appliqué aux personnes en formation en 2^e cycle de 1996 à 2003. L'État a décidé d'inclure les cours de journalisme dans l'ensemble des disciplines à évaluer. En 2004 le gouvernement crée le SINAES (Système National d'Évaluation d'Enseignement Supérieur), qui propose une évaluation institutionnelle de l'enseignement supérieur à partir de divers instruments complémentaires : auto-évaluation, évaluation externe, examen de performance des étudiants, analyse des conditions d'enseignement et instruments d'informations⁷. Selon Meditsch (Kunsch), 2007, p. 136), cette nouvelle forme d'évaluation privilégie d'avantage les intentions que les résultats concrets de la formation, relativise les exigences dont celle de l'adéquation des enseignements, des conditions de travail et des équipements de la formation.

Conclusion

La formation des journalistes au Brésil est à l'image des caractéristiques de développement du pays, de ses entreprises de communication, de la société et en même temps de ses institutions d'enseignement supérieur. Ses principaux problèmes peuvent être résumés en trois points. Premièrement, font défaut une réglementation et une surveillance de l'État concernant l'enseignement donné dans les institutions d'enseignement supérieur public (par

manque d'investissements financiers) et privé (au profit d'une politique libérale). Les directives n'envisagent pas les points considérés comme essentiels par la communauté académique et par les associations professionnelles représentatives. L'État semble privilégier une politique de mercantilisation de l'enseignement supérieur. De la même manière, l'exercice professionnel souffre beaucoup de l'interférence du lobby pratiqué par les sociétés de communication auprès des agences gouvernementales de surveillance et de réglementation professionnelle.

Enfin, lacune dans la formation de professeurs pour qu'ils puissent agir comme de vrais enseignants-chercheurs : un nombre significatif d'entre eux n'ont pas leur diplôme de docteur, n'intègrent pas des groupes de recherche et ne sont engagés qu'à temps partiel par les écoles. Ils cumulent plusieurs emplois, ne faisant de l'enseignement de journalisme que pour obtenir un complément du salaire reçu dans les rédactions et les sociétés de communication. Les conditions d'enseignement, marquées aussi par le manque de vraies structures pédagogiques de quelques institutions, compromettent la qualité minimale exigée.

Finalement, en s'opposant à ce processus il y a un mouvement de plus en plus représentatif d'institutions académiques, scientifiques et professionnelles, qui n'abandonnent pas l'idée de créer des forums de discussion, et de faire des propositions d'action qui puissent changer cette réalité, même si ce mouvement s'inscrit dans la durée...

Références bibliographiques

CALDAS (Graça), CAPRINO (Monica), « Formação do jornalista e reforma curricular : a experiência da Metodista », in *Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, São Paulo : Intercom, Volume XXIII, n° 2, julho/dezembro de 2000, p. 101-117.

CAPPARELLI (Sérgio), LIMA (Venício A. de), *Comunicação e Televisão*. São Paulo : Hacker, 2004.

DALLA COSTA (Rosa Maria Cardoso), MACHADO (Rafael Costa), SIQUEIRA (Daniele), *Teoria da comunicação na América Latina : da herança cultural à construção de uma identidade própria*, Curitiba : Ed. UFPR, 2006.

Les défis de l'enseignement du journalisme au Brésil

Rosa Maria Cardoso Dalla Costa

GOMES (Wilson), MOREIRA (Sonia Virgínia), « O Estado da arte dos cursos brasileiros de pós-graduação em Comunicação », in *Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, *op. cit.* p. 121-134.

KUNSCH (Margarida), KROHLING (M.) (org.), *Ensino de Comunicação. Qualidade na Formação Acadêmico-Profissional*, São Paulo : ECA-USP : Intercom, 2007.

MARQUES DE MELO (José), « A pesquisa experimental nas escolas de comunicação : reduzindo a distância entre academia e mercado », in *Revista da Exposição da Pesquisa Experimental em Comunicação*. Intercom, set/2003, p. 17-20.

MEDITSCH (Eduardo), « A qualidade do ensino na perspectiva do jornalismo : dos anos 1980 ao início do novo século », in Kunsch (Margarida) Krohling (M.) (org.), *op. cit.*, p. 127-139.

MELECH (Ana Maria de Souza), « Ensino em Jornalismo e Mercado de Trabalho em Curitiba », in *Revista de Estudo da Comunicação*, Curitiba : Pontifícia Universidade Católica do Paraná, v. 3, n. 6, jul./dez. 2002, p. 17-26.

MELO (José Marques de), « Maturidade das ciências da comunicação no Brasil », in *Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, São Paulo : Intercom, Volume XXIV, n° 2, julho/dezembro de 2001, p. 215-221.

MOURA (Cláudia Peixoto de), « Padrões de Qualidade no ensino de Comunicação no Brasil », in Kunsch (Margarida), Krohling (M.) (org.), *op. cit.*, p. 43-62.

OLIVEIRA FILHA (Elza Aparecida de), *Olhares sobre uma cobertura : a eleição de 2002 para o governo do Paraná em três jornais locais*. Tese de doutorado defendida no Programa de Pós-Graduação em Ciências da Comunicação – Doutorado. Unisinos, São Leopoldo, RS, 2006.

ORTIZ (Renato), *A Moderna Tradição Brasileira : Cultura Brasileira e Indústria Cultural*, 5. ed. São Paulo : Brasiliense (1994).

Notes

1. Assis Chateaubriand, journaliste propriétaire des Diários Associados, a joué un rôle très important pour les médias brésiliens. C'est lui qui a inauguré la première chaîne de télévision au Brésil.

2. Décret n° 5480, du 13 mai 1943.

3. Décret-loi n° 972, du 17 octobre 1969. En 1979 le décret-loi n° 83.284, du 13 mars 1979 modifie le décret précédent, à cause des changements introduits par la loi 6 612, du 7 décembre 1978.

4. Selon des données du Capes, du 15 avril 2008, existent dans le pays trente-quatre formations de post-graduation en Communication, dont vingt-et-une du niveau du diplôme d'études approfondies et treize du niveau du doctorat. Disponible dans : www.capes.gov.br.

5. Existe seulement un cours de maîtrise spécifique de journalisme, créé en 2007 par l'université fédérale de Santa Catarina.

6. Plus informations sur FNPJ peuvent être obtenues par le site : www.fnpj.org.br.

7. Des données afférentes à ces évaluations peuvent être obtenues dans le site de l'Inep : www.inep.gov.br.